

Le Chiffre : 16

C'est le nombre de lauréats à l'examen du Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) Conseiller mutualiste, Assistant commercial et Téléconseiller. Cette aventure qui a débuté au mois de Janvier 2012 sous l'égide de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) et de l'Union Régionale de Guadeloupe est un franc succès avec un taux de réussite de 89%. Dans la même dynamique une nouvelle promotion préparatoire au CQP Prestation a débuté le 27 septembre 2012 dans les locaux de l'Union Régionale.

Hommage

C'est avec beaucoup de tristesse et une grande émotion que nous avons appris le décès de Jean-Michel COMBES survenu le 29 juin 2013. Agé de 66 ans, le Trésorier Général de la Mutuelle Mare-Gaillard et Administrateur de l'Union Régionale était un militant reconnu du mouvement mutualiste. Apprécié pour sa rigueur et son humanisme, Jean-Michel COMBES a exercé durant 3 ans, les fonctions d'Administrateur. Le Président de l'UR et les membres du CA expriment toute leur sympathie à la famille ainsi qu'aux dirigeants et adhérents de la Mutuelle Mare-Gaillard.

Convocation de l'Assemblée Générale de l'Union Régionale de Guadeloupe

L'Assemblée Générale de l'UR de Guadeloupe est convoquée le samedi 21 septembre à la Médiathèque de Baie-Mahault. Les convocations des délégués ont été adressées dans les délais réglementaires.



Le mot du Président

L'ANI : le choc des goûts !

L'Accord National Interprofessionnel signé par le patronat et certains syndicats a été, malgré toutes les inquiétudes qu'il aura suscitées et les protestations qu'il soulève encore, transposé dans le droit du travail pour devenir la loi de sécurisation de l'emploi.

Le mouvement mutualiste ne peut que se réjouir quand il y a des avancées sociales qui sont obtenues par les travailleurs. 400 000 d'entre eux seront concernés par le dispositif qui est cependant, loin de ce que nous avons suggéré aux pouvoirs publics comme moyen de généralisation de la complémentaire santé pour faciliter l'accès aux soins des Français, en particulier les 5 millions qui sont encore dépourvus de couverture complémentaire.

C'est très éloigné, en tout cas, des annonces faites par le Président de la République au Congrès de Nice.

Quoiqu'il en soit, cette transposition aura des conséquences sur la vie des mutuelles singulièrement celles qui proposent des contrats individuels facultatifs non-aidés dont les adhérents pourraient être aspirés par des complémentaires santé spécialisées dans les contrats collectifs obligatoires et aidés. Sont visées les mutuelles interprofessionnelles, les mutuelles d'entreprises et les mutuelles de fonctionnaires qui ne seront pas épargnées. Pour tous ces acteurs, l'ANI aura un goût salé. Il aura le même goût pour les deniers publics et le budget de l'Etat, car l'ANI a un coût qui sera supporté d'une part par les Finances Publiques déjà en petite forme et par l'Assurance Maladie qui devra supporter les exonérations et autres transferts de charges.

L'ANI aura aussi un goût amer pour les quelque 5 millions de Français qui ne sont pas concernés par le dispositif et qui auraient besoin d'un coup de pouce de la Collectivité nationale pour accéder à une couverture complémentaire. Ce sont les retraités, les chômeurs, les jeunes et les fonctionnaires qui rencontrent des difficultés d'accès aux soins liées à des raisons financières. Ces oubliés de l'ANI seront très attentifs aux initiatives que les pouvoirs publics ne manqueront pas de prendre pour rétablir une certaine équité et combler ce que certains appellent une rupture d'égalité.

Enfin l'ANI, comme son nom l'indique, aura forcément un goût sucré pour les salariés des petites et moyennes entreprises et les syndicats qui défendent leurs conditions de travail.

La finalité de l'ANI n'est-elle pas de sécuriser l'emploi ?

Les autres opérateurs spécialisés dans le collectif obligatoire y trouveront forcément leur compte.

Cependant, même si la menace de la clause de désignation est écartée, les mutuelles et particulièrement celles affiliées à notre Fédération, sauront trouver les ressorts nécessaires pour rebondir.

Après le choc des goûts, ce sera probablement le choc des idées.

Le samedi 21 septembre prochain, nous nous retrouverons ensemble à l'Assemblée Générale électorale de l'Union Régionale où nous reviendrons certainement sur cet épineux dossier et rendrons un dernier hommage à Jean-Michel COMBES.

Nous remercions nos fidèles lecteurs. Bonne lecture !

Nestor BAJOT, Président

GROS PLAN

Création de l'Union Territoriale de Livre III ANTILLES-GUYANE

La réforme statutaire de la Mutualité Française, voulue par les mutuelles, applicable en métropole et en Outre-Mer, vise à clarifier les rôles, permettre une représentation efficace de la Mutualité dans les régions et à offrir des services de qualité sur tout le territoire en contrepartie d'une cotisation unique et uniforme. Cette réforme prévoit notamment la création d'Unions Territoriales de Livre III (UTL III).

C'est ainsi qu'après plusieurs échanges avec les représentants locaux des mutuelles, les 14 décembre 2010, 27 avril, 7 juin et 5 octobre 2011, le principe de la création d'une UTL III unique pour la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane a été retenu, ceci afin de limiter les frais de structure.

➤ Les objectifs

Il s'agit de créer, gérer et développer des SSAM (Services de Soins et d'Accompagnement Mutualiste) en concentrant les moyens financiers (Fonds de Développement des SSAM, boni de liquidation de la Mutuelle d'Outre-Mer (MOM), prêts éventuels, ...) sur des projets viables et potentiellement équilibrés, en privilégiant ceux où l'expertise des réseaux de la Mutualité n'est plus à démontrer, présentant un faible risque et capables de couvrir les frais de structure.

➤ Les étapes de la création

Il a fallu, dans un premier temps, convaincre les responsables mutualistes locaux du bien-fondé de cette démarche avant de réaliser un inventaire des besoins en matière de SSAM. D'autant plus que deux régions n'ont pas de SSAM (Guadeloupe et Guyane) alors que la Martinique en possède en optique et en dentaire.

La FNMF a donc diligenté une mission d'évaluation et d'accompagnement réalisée par Thierry HOVAERE qui s'est rendu dans les trois régions du 6 au 10 février 2012 pour faire le point sur cette question.

Durant cette période, un Comité de Pilotage en charge de l'inventaire des besoins en SSAM a été mis en place dans chaque région avec pour coordinateurs :

- Alain DANGLADES pour la Guyane
- Willy DE LOR pour la Martinique
- Antony JEAN et Jean CABO pour la Guadeloupe.

➤ Les projets

Les besoins pour chacune des régions ont été recensés :

- **pour la Guyane** : la question de l'ouverture de centres optiques, dentaires et d'audioprothèse a été évoquée, mais la priorité concerne l'ouverture d'une Maison de Santé Pluridisciplinaire (avec éventuellement une activité dentaire).

- **pour la Martinique** : besoin en EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) et éventuellement MAPAD (Maison d'Accueil pour Personnes Agées Dépendantes), Maison de Santé Pluridisciplinaire (avec éventuellement une activité dentaire), centres d'audioprothèse et centres optiques.

- **pour la Guadeloupe** : l'activité optique est largement assurée par des grandes enseignes ainsi que par le réseau d'opticiens conventionnés et le réseau d'audioprothésistes se développe. Mais on constate un manque criant de structures pour la prise en charge de la perte d'autonomie. Entre les EHPAD et le maintien à domicile, il faut également des solutions alternatives comme des maisons d'accueil pour de courtes périodes. Une Maison de Santé Pluridisciplinaire peut être envisagée et le domaine de la petite enfance devrait aussi être pris en compte.

Un projet de statuts de la future UTL III, proposé par la FNMF, amendé et validé par les trois Comités de Pilotage, prévoit que :

- la future UTL III sera basée au siège de la FNMF, à Paris,
- la gouvernance de cette structure sera assurée par une Assemblée Générale de 36 délégués, un Conseil d'Administration de 12 membres, un Bureau de 4 membres et, dans chaque région, une délégation régionale de 6 membres élus auxquels s'ajouteront les administrateurs issus de ces régions. Cette délégation régionale sera le relais du Conseil d'Administration auprès des partenaires (Agence Régionale de Santé, collectivités, décideurs locaux, ...).

Une réunion de concertation avec des représentants locaux et nationaux s'est tenue le 19 octobre dernier à l'occasion du Congrès de la FNMF. Le projet de statuts de la future UTL III plurirégionale y a été arrêté et l'Assemblée Générale constitutive a été fixée au 11 avril 2013.

Du 19 octobre 2012 jusqu'à la tenue de cette AG constitutive, plusieurs visioconférences se sont tenues pour apporter des précisions sur le projet de statuts, débattre des modalités de fonctionnement de la future UTL III et préparer les listes de délégués des mutuelles et unions de représentation. La date de l'AG constitutive a finalement été avancée au 10 avril 2013.

➤ Le déroulement de l'AG

L'Assemblée Générale constitutive s'est donc tenue le mercredi 10 avril 2013 au siège de la FNMf à Paris.

Sur 36 délégués prévus, 31 ont été désignés et convoqués. 25 délégués sont présents, 4 représentés par des pouvoirs et 2 sont absents.

Assistent à la réunion en tant qu'auditeurs : Yves BHAGGOA (UR Guyane), Laurent EVEILLARD (FMF), Nicolas GOUGAIN (MGEN), Dominique JOSEPH (MGEFI), Venise LAGRANDE (FMF), Philippe BRAGHINI (DRM-FNMf), Evelyne L'HOSTIS (DRM-Juridique-FNMf), Laurent PINEAU (Direction financière-FNMf)

La réunion est animée par Jean-Philippe HUCHET (Secrétaire Général de la FNMf), le secrétariat est assuré par Thierry HOVAERE (Chargé de mission FNMf).

Durant la première partie de la journée, les points suivants ont été abordés :

- Approbation de la création de l'UTL3 Antilles Guyane
- Approbation du projet de statuts
- Durée du premier exercice (10 avril 2013 au 31 décembre 2014 et prochaine AG courant premier semestre 2015)
- Election du premier CA de 12 membres : Jean CABO (Initiatives-MGEFI, Guadeloupe), Frédéric CAILLON (Unités-MNT, Guadeloupe), Guy CAZIMIR (Mare Gaillard, Guadeloupe), Alain DANGLADES (Unités-MGEN, Guyane), Constant DORVILLE (MIP, Guadeloupe), Désir ELIOT (MGPS, Guadeloupe), Antony JEAN (Unités-MGEN, Guadeloupe), Miguel LAVENTURE (MGPA, Martinique), Jean-Denis LEGRAND (UMGI-Intérieure,

Guadeloupe), Marlène LUPON (Unités-MNH, Guyane), Maurice MICHALON (MG, Martinique) et Roger Gabriel PRUDENT (Harmonie Mutuelles, Martinique).

Le CA comprend donc 7 membres issus de la Guadeloupe, 2 de la Guyane et 3 de la Martinique.

- Nomination des Commissaires aux Comptes : Cabinet MAZARS titulaire, Jean-Claude PAULY suppléant.
- Plan de financement prévisionnel : un projet préparé par la FNMf et basé sur l'optique et le dentaire est adopté avec deux demandes à mettre en place par le futur CA : inclusion du boni de liquidation de la MOM en dépôt à la FNMf et ajustement des créations de SSAM aux besoins réels des régions.
- Adhésion de l'UTLIII à la FNMf.
- Délégation au Conseil d'Administration pour la détermination des cotisations.
- Pouvoir pour formalités légales : l'Assemblée Générale délègue au Président du Conseil d'Administration tous pouvoirs pour accomplir les formalités relatives à la constitution de l'UTL III et, notamment, son immatriculation au répertoire SIREN.

Dans l'après-midi, le premier CA s'est tenu avec les 10 administrateurs présents.

Les points abordés ont été les suivants :

✓ Election du Bureau :

Président ➡ Jean CABO (Initiatives-MGEFI, Guadeloupe)

Trésorier Général ➡ Alain DANGLADES (Unités-MGEN, Guyane)

Secrétaire Général ➡ Roger Gabriel PRUDENT (Harmonie Mutuelles, Martinique)

Vice-président ➡ Constant DORVILLE (MIP, Guadeloupe)

✓ Projet de convention de mise à disposition par la FNMf de Thierry HOVAERE, chargé de mission, comme "**Coordinateur**", pour assurer le rôle de Directeur à coût zéro pour la structure.

✓ Présentation du projet de délégations au Coordinateur.

✓ Questions diverses :

Prévoir une première réunion du Bureau par visioconférence vers le 30 avril ou le 2 mai.

Privilégier des CA à coût zéro en utilisant les nouvelles technologies.



→ La Création de l'UTL III : 4 questions à Jean CABO, Président de l'UTLIII Antilles Guyane



Comment accueillez-vous cette élection à la présidence du premier Conseil d'Administration de l'UTL III des Antilles et de la Guyane ?

Réponse : Avec beaucoup d'appréhension car c'est une grosse responsabilité qui m'échoit. Mais aussi avec un peu de fierté parce que mon élection est due à la confiance que les camarades de la Guadeloupe ont mis en Antony JEAN et moi-même en nous choisissant comme référents dans les travaux préparatoires.



Quels seront votre méthode et votre plan de travail pour conduire cette Union de Livre III, dont le champ d'action s'étend sur les 3 départements des Antilles et de la Guyane et dont le siège est basé à Paris ?

Réponse : Le plus difficile sera de gommer la distance qui sépare nos territoires et Paris. Le Bureau qui s'est tenu le 25 juin dernier, nous a permis d'aborder les modalités de fonctionnement de l'UTL III, le budget prévisionnel, l'ouverture d'un compte bancaire et la composition des délégations régionales. Il est évident que la fréquence des réunions, que ce soit pour le Bureau ou le Conseil d'Administration dépendra de beaucoup de paramètres. La visioconférence sera certainement notre moyen d'échange le plus adapté.



Qu'attendez-vous des mutuelles adhérentes à l'UTL III et comment comptez-vous les mobiliser sur le développement de Services de Soins et d'Accompagnement Mutualiste (SSAM) ?

Réponse : Des mutuelles adhérentes à l'UTLIII, nous attendons, de l'engagement, une réelle implication, une forte mobilisation et des suggestions. Nous comptons sur elles pour réussir ce projet.



L'UTL III Antilles Guyane a mis en place sa gouvernance, quel est désormais le chantier prioritaire ?

Réponse : Lorsque nous aurons définitivement résolu le problème des rencontres entre dirigeants, notre préoccupation première sera de réaliser un vrai business plan avec en fond de toile les projets arrêtés dans chaque territoire par les délégations régionales. L'objectif est de montrer que ce qui a été retenu comme modèle d'organisation pour notre Union Territoriale, n'a pas notre préférence, mais que nous pouvons malgré tout réussir.

**SERVICES DE SOINS
ET D'ACCOMPAGNEMENT
MUTUALISTES**

ACTUALITES GENERALES

➔ Lancement de l'enquête Coterc (COût TEchnique du Régime Complémentaire) pour l'année de soins 2012 (AFIM du 17 mai 2013)

L'enquête Coterc, réalisée annuellement par la FNMF, offre une vision à la fois synthétique et complète du coût technique du risque santé et de son évolution pour les mutuelles. Cette étude permet d'analyser les coûts par tranche d'âge du ticket modérateur, du forfait journalier et des dépassements pour différents postes de dépense.

Le nombre de personnes couvertes pour les dépassements en optique, honoraires médicaux, dentaire et hospitalisation est également étudié.

L'exploitation des résultats issus des enquêtes Coterc a permis la réalisation d'études notamment sur l'évaluation de l'impact du vieillissement de la population sur les dépenses de santé ou l'évolution du ticket modérateur dans les mutuelles depuis 1986.

Le questionnaire était à renvoyer avant le 28 juin 2013 à l'adresse suivante : coterc@mutualite.fr

A l'issue de cette enquête, un rapport présentant l'ensemble des résultats sera mis à disposition sur Mutweb. Les mutuelles ayant répondu à l'enquête recevront deux études personnalisées complémentaires : dans un premier temps, un rapport analysant la structure et l'évolution des coûts, et, dans un second temps, un rapport de positionnement permettant de comparer les résultats de la mutuelle à l'ensemble des mutuelles et aux données du Sniiram.

Les résultats de l'enquête peuvent être téléchargés sur Mutweb.

➔ Vente en ligne de médicaments : quelles restrictions ?

La transposition d'une directive européenne de 2011, autorisant la vente de médicaments sur Internet, continue de faire des vagues.

Déjà, en février dernier, le Conseil d'Etat avait déjà épinglé le ministère qui, dans une ordonnance du 19 décembre 2012, avait « *limité cette vente aux seuls médicaments dits en accès direct, c'est-à-dire vendus devant le comptoir du pharmacien, soit 455 spécialités* ». En référé, cette juridiction avait suspendu ces dispositions en « *autorisant la vente à toutes les médications sans ordonnance, soit près de 4 000 spécialités* ».

Le récent projet de décret du ministère des Affaires sociales et de la Santé relatif à la vente des médicaments en ligne a reçu, à la mi-mai, un avis défavorable de l'Autorité de la concurrence. Cette dernière estime, en effet, que le texte contient « *un ensemble important d'interdictions et de restrictions non justifiées par des*

considérations de santé publique ». Elle recommande d'élargir cette possibilité à l'ensemble des produits d'automédication, donc à ceux qui sont situés derrière le comptoir et délivrés sous le contrôle du pharmacien.

Elle juge également injustifiée l'obligation qui est faite au pharmacien d'ouvrir deux sites Internet, l'un pour les médicaments, l'autre pour les produits de parapharmacie. Cette disposition qui n'existe dans aucun autre pays européen risque de mettre les pharmaciens français dans une position défavorable par rapport à leurs concurrents étrangers.

Par ailleurs, l'Autorité de la concurrence s'oppose à ce que le projet de décret oblige le pharmacien « *à pratiquer les mêmes prix sur son site Internet que dans son officine* », d'autant qu'au prix des médicaments en ligne, il faudra ajouter les frais de livraison.

➔ Cades : 16 milliards de recettes en 2012 (AFIM du 15 mai 2013)

Dans un communiqué publié le 30 avril dernier, la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) indique que ses ressources se sont élevées à 16 milliards d'euros en 2012, contre 15,5 milliards l'année précédente. En 2012, les ressources de la Cades ont été constituées de 6,5 milliards de contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), de 5,7 milliards de contribution sociale généralisée (CSG), de 2,1 milliards de versement du Fonds de réserve des retraites (FRR) et de 1,7 milliard de prélèvement social sur les revenus du capital.

Le montant net des intérêts versés aux investisseurs a été de 4,1 milliards d'euros, après 3,8 milliards en 2011, précise la Cades. Fin décembre 2012, « *sur les 209 milliards d'euros de dette sociale repris depuis 1996, 71,6 milliards d'euros ont déjà été amortis. Il reste 137,5 milliards d'euros de dette à amortir* ».

➔ Généralisation de la complémentaire santé : projet de loi adopté

La loi relative à la sécurisation de l'emploi a été promulguée le vendredi 14 juin dernier. Son article 1 généralise la complémentaire santé à tous les salariés à l'horizon 2016. Ce texte transpose l'Accord National Interprofessionnel (ANI) conclu le 11 janvier 2013 par les organisations patronales et trois syndicats de salariés (CFTC, CFDT, CFE-CGC).

L'article 1 du projet de loi crée, en même temps, le droit à une complémentaire santé collective d'ici janvier 2016. Financée à hauteur de 50 % par l'employeur, elle sera obligatoire dans toutes les entreprises.

Dans le cadre de la loi, la couverture minimale comprendra la prise en charge totale ou partielle des dépenses suivantes : la prise en charge à 100 % des consultations, actes techniques et pharmacie en ville et à l'hôpital, le forfait journalier hospitalier, une part du remboursement des prothèses dentaires et un forfait optique. Il faudra attendre un prochain décret qui déterminera le niveau de prise en charge de ces dépenses ainsi que la liste des dispositifs médicaux

remboursés. Il est probable que le niveau de remboursement de cette complémentaire se situera entre le ticket modérateur et la CMU-C.

La loi précise aussi que ce décret déterminera également les catégories de salariés qui pourraient être dispensés, à leur initiative, de l'obligation d'affiliation en raison de la nature ou des caractéristiques de leur contrat de travail ou parce qu'ils disposeraient par ailleurs d'une couverture complémentaire.

Les opposants au projet de loi contestaient la disposition dite « clause de désignation » qui permet aux partenaires sociaux d'une branche professionnelle de désigner un organisme de complémentaire santé qui s'imposera à l'ensemble des entreprises de la branche.

Les groupes UMP du Sénat et de l'Assemblée nationale avaient saisi le Conseil constitutionnel sur l'article premier du projet de loi. Ils entendaient contester la possibilité des clauses de désignation, disposition qui a été finalement censurée par les Sages et qui ne figure donc pas dans la loi.

➔ Mise en œuvre de l'avenant n° 8 sur les dépassements d'honoraires : Report de 3 mois des contrats d'accès aux soins.

La Caisse Nationale d'Assurance Maladie en accord avec les organisations syndicales de médecins signataires de l'avenant n°8 ont décidé de reporter au début du mois d'octobre l'entrée en vigueur du contrat d'accès aux soins. Le quota de 8000 médecins adhérents prévu par l'accord est en effet loin d'être atteint. Au début du mois de juin,

3385 contrats avaient été conclus (dont 3186 en secteur 2 et 199 par des praticiens à honoraires libres).

Néanmoins, le programme de revalorisation tarifaire s'appliquera au 01 juillet pour les médecins du secteur 1. L'observatoire conventionnel de suivi des pratiques tarifaires a été installé le 26 juin. A suivre...

➔ L'Assemblée Générale (AG) de la Mutualité Française du 06 juin à Paris

Les 800 délégués des mutuelles ont voté à l'unanimité une résolution dans laquelle ils expriment leur ferme volonté de voir mis en œuvre les engagements du Président de la République, exprimés lors du dernier congrès de la Mutualité Française en octobre 2012, pour améliorer l'accès aux soins et préserver un modèle de protection sociale solidaire. Dans la même résolution, les délégués appellent à une révision des contrats solidaires et responsables ainsi qu'à la possibilité pour les mutuelles de mettre en place un conventionnement incitatif.

A l'issue de cette AG, le Conseil d'Administration de la FNM a nommé Emmanuel ROUX Directeur Général de la Mutualité Française. Il succède à Jean-Martin COHEN-SALAL, désormais Délégué Général auprès d'Etienne CANIARD, Président de la FNM. Roland BERTILIER est élu en qualité de Secrétaire Général de la Mutualité Française en remplacement de Jean-Philippe HUCHET. La Guadeloupe était représentée à cette AG par de nombreux délégués des mutuelles et le Trésorier de l'UR, Hector PASBEAU.

VIE MUTUALISTE

➔ INFORMATION ET FORMATION

Certificats de Qualification Professionnelle : les nouveaux diplômés

Ambiance joyeuse et festive, ce vendredi 7 juin 2013, 18h00, dans la grande salle de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Iles de Guadeloupe, salle Léopold Bellan, comble, pour la circonstance :

Cérémonie de remise des diplômes des CQP, ultime étape d'un long parcours de formation couronné de succès pour les 16 lauréates des mutuelles.

Nestor BAJOT, Président de l'Union Régionale de Guadeloupe, accueille les militants mutualistes, les élus et responsables des mutuelles ainsi que les lauréates, certaines accompagnées de leurs enfants, conjoint et amis pour l'heureuse occasion.

Il rappelle dans son discours d'ouverture tout l'enjeu et la portée d'une telle formation et ajoute : « Rien n'est facile, mais quand on veut, on peut ». Il invite les salariées à aller de l'avant et à persévérer dans la recherche d'une plus grande compétence et d'un meilleur professionnalisme au service de l'adhérent.

Ses propos résonnent comme un slogan que l'UR désormais fait sien : « quand on veut, on peut ». J'ajouterai : « yes, we can ! ».

Sous des applaudissements nourris, les récipiendaires se succèdent tour à tour face à l'auditoire pour recevoir leur précieux sésame.

Elles expriment leur émotion en ces moments palpitants et pleins de solennité, leurs remerciements à l'UR et à son Président pour les avoir bien accueillies et pour avoir

œuvré avec détermination pour la réalisation de cette formation.

Elles expriment leur satisfaction, ravies d'avoir pu saisir cette chance inespérée pour capitaliser leur expérience professionnelle et valider leurs acquis.

Elles témoignent leur reconnaissance aux coordonnateurs et formateurs, Patrick AUTIN d'Impact Formation (organisme de formation labellisé par la FNMF) et à Roland LAGRANDE d'Optima Formation (organisme de formation régional).

Des anecdotes cocasses nous sont contées, tirées de ces quinze mois de travail en commun « mettant plus de piment » dans cette soirée pétillante déjà marquée par l'humour et la bonne humeur.

Les lauréates se congratulent en condisciples ayant tissé des liens forts de solidarité et d'amitié, et au-delà, des liens professionnels qu'elles vont nourrir et développer.

Merci aux mutuelles qui se sont engagées dans cette belle entreprise et qui y ont cru jusqu'au bout ! Il s'agit de la MPAS, la MGPS et la Mutuelle Mare-Gaillard.

Merci aux Administrateurs de l'UR qui ont marqué tout leur intérêt pour cette formation en encourageant les stagiaires !

Merci à l'UR Mutualité de Guadeloupe et à son Président, Nestor BAJOT pour cette belle cérémonie pleine de promesses pour l'avenir et qui fait grandir mutuellement tous les acteurs et la Mutualité aussi !

Alex SOUBDHAN

Vice Président de l'UR

En charge de l'Information et de la Formation

Liste des lauréats :

MPAS

Gerty AJAX / Gladys ANDREZE-LOUISE
Michelle DOROL / Madly FAVORINUS
Micheline IRDOR / Elise REGULIER

MGPS

Mélisa DRAGIN / Justine GERAN / Marie
Joanne JACOBY-KOALY / Sandrine LINEL
Annick LUTIN / Marlène SAME / Catherine
SPENO

Mutuelle Mare-Gaillard

Evelyne COTELLON / Patricia MALESPINE
Dominique MONDEPE



Les lauréates entourées des responsables



Remise de diplôme en présence de Patrick AUTIN, Responsable du département formation - Impact Formation et Brigitte TURRY, Secrétaire nationale MGEFI



L'assistance : plus de 60 personnes ont participé à l'échange

L'ANI...vous avez dit ANI ?

En préambule de la remise des diplômes CQP, Mme Brigitte TURRY nous a fait un exposé sur la mise en place de l'ANI (Accord National Interprofessionnel).

Il s'agit de proposer à tous les salariés des petites et moyennes entreprises une complémentaire santé avec une participation d'au moins 50% assurée par l'employeur.

Quelques réflexions

1. Cette mesure ne répond pas aux préoccupations de la FNMF qui réclamait une complémentaire santé pour tous et voit donc toute une frange de la population se retrouver hors du dispositif.

2. L'ANI met en opposition ceux qui sont salariés et les non-salariés et donc ébranle une des valeurs principales de la mutualité, la solidarité.

3. Les mutuelles vont se retrouver vidées de leurs adhérents en contrat individuel qui, obligatoirement, rejoindront la mutuelle désignée par l'accord de branche.

4. Les petites mutuelles n'auront pas la capacité de répondre à la procédure de mise en concurrence dans le cadre des accords de branche.

5. La situation économique sensible des petites et moyennes entreprises pourrait impacter négativement le paiement des cotisations des salariés et donc la validation de leurs droits.

6. Dans le cadre de la généralisation de la complémentaire santé, les contrats collectifs ne sont pas soumis à l'impôt alors que les contrats individuels le sont. Ce qui crée une inégalité de traitement.

7. Le manque de mobilisation des employeurs démontre très nettement l'absence de circulation de l'information relative à l'ANI et risque de voir ces mesures s'imposer à eux à l'échéance de la montée en charge du dispositif, soit 2016.

En Guadeloupe singulièrement, les mutuelles interprofessionnelles auront à réagir tant au niveau de leur politique économique qu'au niveau de leur politique de développement. Les salariés doivent être sensibles au challenge qui s'impose à eux. Il faudra impérativement aller chercher l'adhérent potentiel.

Nos mutuelles sauront-elles relever ce nouveau défi ?

Martine CESAIRE-GEDEON

Secrétaire Générale de l'UR



**Brigitte TURRY, Secrétaire nationale MGEFI
Nestor BAJOT, Président Union Régionale
Alex SOUBDHAN, responsable commission Information et Formation**

➔ COMMUNICATION

MUTWEB et l'espace réservé à l'UR de Guadeloupe poursuit son déploiement.

L'Union Régionale dispose depuis la fin du premier trimestre d'un espace réservé directement accessible via la barre de navigation de MUTWEB. Les fonctionnalités de l'extranet fédéral et de l'espace réservé à l'UR de Guadeloupe ont été présentées aux administrateurs à l'issue du CA du 24 mai dernier. Cette démonstration en ligne a été assurée par Cindy JACQUET, correspondant MUTWEB de l'UR et administrateur de l'espace réservé. Les nombreuses questions posées par les élus sur le fonctionnement de l'extranet démontrent l'intérêt de l'outil. L'espace réservé à l'Union de Guadeloupe sera

progressivement alimenté en documents accessibles aux élus habilités selon la nature de l'information mise en ligne.



www.mutweb.fr

Pour rappel, l'accès gratuit à MUTWEB est destiné exclusivement aux élus et salariés du mouvement mutualiste. Il nécessite de s'abonner au préalable en se connectant à l'adresse : www.mutweb.fr Cette demande d'abonnement ne prend que quelques minutes.

A vos claviers.

En cas de difficulté pour vous abonner, contacter Cindy JACQUET à l'UR de Guadeloupe au 0590.90.35.91 (par mail à mfm971@orange.fr), ou le SVP Fédéral au 0140433300 (par mail : svp@mutualite.fr).

➔ PREVENTION

15ème séminaire Prévention et Promotion de la Santé : la différenciation mutualiste

Les 27 et 28 mai 2013, plus de 300 personnes, chargés de prévention des Unions régionales, chargés de prévention des mutuelles, élus, se sont réunies à Lille à l'occasion du 15ème séminaire Prévention et promotion de la santé de la Mutualité Française. Sur le thème de la différenciation mutualiste, professionnels et élus ont pu échanger et travailler sur les liens entre les différents acteurs de la prévention (Unions Régionales, Mutuelles et Unions Territoriales).

Comment répondre aux différents besoins? Comment articuler les différents métiers et leur savoir-faire? Tels ont été les différents axes de travail du séminaire. Tables rondes et ateliers ont également permis d'approfondir des sujets constitutifs de l'activité prévention et promotion de la santé comme l'élaboration d'axes stratégiques pour le prochain cycle triennal, l'évaluation des actions, la politique partenariale en prévention ou la valorisation et la promotion des actions, garantes d'une meilleure visibilité.

Retrouvez les différentes présentations et synthèses des travaux sur www.mutweb.fr.



ONE LIFE ... OK? Ma santé avant tout! - Action de santé publique en direction des étudiants.

L'Union Régionale a mis en place un programme de prévention et de promotion de la santé en direction des étudiants de Guadeloupe. Ce projet a vu le jour grâce au financement de l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Un comité de pilotage composé des différents acteurs et représentants d'établissements publics et privés d'enseignement post-bac a été mis en place.

Des rencontres santé sous forme d'ateliers ou de conférences sur la gestion du stress, le diabète, les maladies cardiovasculaires, des formations aux gestes de premiers secours, des journées sportives ont été programmées et seront réalisées dans l'ensemble des établissements courant 2013.

L'accès aux soins des étudiants étant au cœur du programme, l'UR s'est entourée de partenaires incontournables telles que les mutuelles étudiantes et la Sécurité Sociale.

De plus, un petit guide santé à destination des étudiants a été élaboré. Il comporte de nombreuses informations et conseils pratiques ainsi que quelques adresses utiles.

Les premières déclinaisons du programme

- ✓ Le 15 avril 2013, une conférence sur le thème de la « Gestion du stress » à l'occasion des examens, a rassemblé des étudiants des classes de BTS du lycée Boc Calmet de Pointe-à-Pitre.
- ✓ Le 30 avril 2013, 550 étudiants en provenance de 11 établissements se sont réunis au Gymnase Valère LAMI lors d'une journée de sensibilisation et d'activités intitulée « **ONE LIFE ... OK? Ma santé avant tout!** ». Au programme tournois de Futsal et volleyball, initiation de zumba, paint-ball, trampoline, golf et un parcours santé autour de 19 thématiques animées par 108 professionnels de santé. Les jeunes ont pu s'informer et se faire dépister sur l'obésité, le diabète, le VIH, l'asthme, la vue ...

Nous renouvelons tous nos remerciements aux acteurs (chefs d'établissement, enseignants, étudiants, professionnels de santé, réseaux de santé, la ville de Baie-Mahault et les mutuelles) pour leur engagement et leur détermination afin d'assurer le succès de cette action malgré une météo défavorable.

Les responsables des différents établissements, les étudiants et les professeurs ont beaucoup insisté pour que cette opération soit reconduite.

Liste des établissements

LPO Caraïbes
LPO Charles COEFFIN
LPO Hyacinthe BASTARAUD
Lycée de l'Hôtellerie et du Tourisme
LPO Nord Grande Terre
Lycée technologique privé Pensionnat de Versailles
LPP Boc CALMET
LGT Baimbridge
Université des Antilles et de la Guyane
LPO Augustin ARRON

Liste des thématiques et associations

Addictions (COREDAF / CSAPA/ RAG)
Alimentation (DIETETICIENNE)
Asthme (RESEAU KARUASTHME)
Audition (ANTILLES AUDITION)

Cancers (LIGUE CONTRE LE CANCER)
Diabète (ASSOCIATION DES DIABETIQUES DE GUADELOUPE)
Don Du Sang (UNION DEPARTEMENTALE DES DONNEURS DE SANG DE GPE)
Drépanocytose (CENTRE DE DREPANOCYTOSE DU CHU / DREPANO DOUBOUT)
Gestes de 1er secours (UNITE DE DEVELOPPEMENT DES PREMIERS SECOURS DE LA GUADELOUPE (UDPS-971))
Marche aux fruits et légumes
Obésité (RESEAU GRANDIR)
Prévention - accès aux soins (LMDE / SMERAG)
Santé sexuelle (MATERNITE CONSCIENTE)
Santé visuelle (OPTIC 2000)
Sécurité routière (ASSOCIATION PRÉVENTION ROUTIÈRE)
Vie étudiante (CROUS)
VIH-SIDA (ENTRAIDE GUADELOUPE)



LA PREVENTION EN IMAGES



Conférence « le Diabète : le comprendre, le prévenir et le traiter.... » - 02 mars 2013, Port-Louis



Conférence « Etiquettes alimentaires »
08 mars 2013, Baie-Mahault



Marche « Baie-Mahault se ligue contre le cancer » 17 mars 2013, Baie-Mahault



Conférence « La vue et le diabète »
22 mars 2013, Petit-Bourg



Conférence « La dénutrition chez les seniors »
04 avril 2013, Baie-Mahault



Conférence « AVC, prévenir pour éviter des conséquences graves » - 19 avril 2013, Sainte-Anne



Conférence « Comment bien manger en Gpe ? »
03 mai 2013, Pointe-à-Pitre

LA PREVENTION EN IMAGES



Marche « Parcours du cœur »
07 avril 2013, Gosier



Conférence « le Diabète : le comprendre, le prévenir et le traiter.... » - 10 mai 2013, Saint-Claude



« Relais Interentreprises »
27 mai 2013, Abymes ->Moule



Conférence « Automédication »
31 Mai 2013, Petit-Canal



Journée interétablissements
« One life...ok ? Ma santé avant tout ! - 30 avril 2013, Baie-Mahault



« Dépistage du diabète » - AD MGEFI
06 Juin 2013, Lamentin



Conférence « Prévenir les AVC »
05 Juillet 2013, Vieux-Fort

➔ PREVENTION

2^{ème} édition des Parcours du Cœur : Un vif succès !

L'Union Régionale et le Comité Départemental de Gymnastique Volontaire ont organisé le dimanche 7 avril 2013, la deuxième édition des Parcours du Cœur à Saint-Félix au Gosier.

La population a répondu à cette invitation. Ce n'est pas moins de 450 participants qui se sont élancés de la ligne de départ pour boucler le parcours de 10Km.

Ce rendez-vous annuel a pour objectif de sensibiliser la population à la pratique d'une activité physique régulière pour une bonne santé du cœur. Les dons récoltés sont reversés à la Fédération Française de Cardiologie pour aider la recherche médicale.

Après une bonne heure de marche, la journée s'est poursuivie par des activités proposées par les stands et ateliers dédiés à la prévention, à l'information santé et à l'activité sportive et de loisirs.

Nous remercions l'ensemble des partenaires qui nous accompagnent et prenons d'ores et déjà rendez-vous pour la 3^{ème} édition en 2014.

L'équipe de la Mutualité Française de Guadeloupe associée à l'Association Touristique Sportive et Culturelle des Agents des Finances (ATSCAF) et à la SGBA-BFM a bouclé le nouveau parcours de la 16^{ème} édition du Relais Inter Entreprises (RIE).

Pour la troisième année consécutive, 21 relayeurs ont uni leurs efforts le 27 mai dernier afin de promouvoir les bienfaits de l'activité physique pour la santé. Sur une distance de 63 Km répartie en 21 relais de 3 km chacun, nos représentants ont porté avec enthousiasme les couleurs de la Mutualité Française entre Les Abymes et Le Moule via Pointe-à-Pitre.

L'équipe a fait mieux que se défendre en se classant à la 36^{ème} place sur 58 équipes engagées, dans le temps de 4h 53min.

Si la performance sportive doit être saluée, l'essentiel est ailleurs. En effet, l'image véhiculée par nos coureurs a été "relayée" par la mobilisation des élus et du personnel de l'Union Régionale.



Liste des relayeurs

Christian ARAMON, Christian KERHEL, Christian OTVAS, Claude OTVAS, Ernest CELIGNY, FELLICE Myriam, Hugues PARSEMAIN, Jean-Baptiste GRUBO, Jeannie THRASIBULE, Karim CHARLES-HELENE, Karim LODIN, Leonne ALPHONSE, Lionel SOLVAR, Malige JOURSON, Manuel YOUYOUTTE, Nadine JEAN, Nicol CALABER, Rodolphe MAJEUR, Thérèse PETIT, Tony ABOMEY, Valérie MANDRET, Yannick PIERRE-FANFAN, Yvan DAUPHIN.

Liste des membres de l'équipe d'encadrement

Christine ARTIGNY, Daniel SILO, George MONLOUIS, Helin GREDOIRE, Jean CABO, Jean-Marie MAKAIKA, Jérôme GEOFFROY, Magalie SANSOULI

Partenaires

ATSCAF, SGBA-BFM, LMDE, Mutuelle du Trésor, MGEN, MAE, MGEFI



INFOS PRATIQUES

L'accès à la complémentaire santé des populations en situation de précarité

L'accès à la Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMU-C) a été élargi au 01 juillet suite au relèvement de 8,75% du plafond de ressources pour pouvoir en bénéficier. Ce plafond pour une personne seule est de 736€ de revenus mensuels en Guadeloupe et dans les Départements d'Outre Mer (661€ dans l'hexagone). La révision du panier de soins de la CMU-C est également annoncée avec notamment une revalorisation du panier optique.

Le plafond de ressources de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS) a été relevé d'autant. Il est désormais compris entre 736 et 993€ mensuel pour une personne seule (entre 661 et 893€ dans l'hexagone).

Pour information, la CMU-C permet d'accéder à une complémentaire santé gratuitement pour les bénéficiaires remplissant des conditions de ressources. Ces derniers doivent en faire la demande auprès d'une Caisse d'Assurance Maladie (CAM), ou depuis cette année auprès de la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) pour les bénéficiaires du RSA. 96414 Guadeloupéens ont bénéficié en 2011 de la CMU-C dont 45509 étaient gérés par un organisme complémentaire (Mutuelle, Institution

de prévoyance ou Société d'assurance). L'ACS est une aide financière sur les cotisations, variable selon l'âge pour les personnes dont les ressources sont supérieures à celle des bénéficiaires de la CMU-C. Elle permet l'acquisition ou le maintien d'une complémentaire santé et atténue l'effet de seuil de la CMU-C. L'ouverture des droits est effectuée par la CAM et les bénéficiaires sont gérés par les organismes complémentaires d'Assurance Maladie.

Le coût de ces mesures de relèvement est évalué à 250 millions d'euros. La loi de finances de la Sécurité Sociale et la loi de finances pour 2013 prévoient une refonte du financement et du fonctionnement du Fonds CMU en élargissant notamment ces recettes au delà de la taxe de 6,27% sur l'activité des Complémentaires Santé.

L'information et l'orientation des bénéficiaires de la CMU-C ou de l'ACS par les mutuelles sont fortement recommandés au travers d'actions de communication, d'aides à l'orientation et d'actions d'accompagnement des adhérents pour favoriser l'accès ou le maintien dans une complémentaire santé.

Une plaquette de communication destinée aux mutuelles et aux partenaires locaux sur les dispositifs d'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé est téléchargeable sur www.mutualite.fr ou sur MUTWEB.

Les Français ont une bonne perception des réseaux de soins

Depuis plusieurs années, la Mutualité Française réalise un baromètre TNS Sofres pour mesurer auprès du grand public sa notoriété et sa perception, ainsi que celle des mutuelles. Cette année, la notoriété de la Mutualité Française reste stable, avec un logo reconnu par 70% des individus interrogés. Pour ces derniers, les mutuelles santé "*permettent un accès à des soins de qualité*". Une part significative – et en hausse de 9 points en un an –, soit plus des deux tiers, savent que les mutuelles reposent sur le principe de la solidarité, avec des cotisations identiques "*que l'on soit malade ou bien portant*". Enfin, une proportion non négligeable (55%) est consciente que les mutuelles santé "*négoient des tarifs avec les professionnels de santé*". En revanche, ils sont encore peu nombreux (35%) à savoir qu'elles sont "*des organismes à but non lucratif*".

Dans l'attente de la discussion au Sénat de la proposition de loi dite Le Roux, le baromètre consacre pour la première fois un de ses volets à la perception des réseaux de soins par les Français. Pour une grande majorité des personnes interrogées (78%), ces réseaux "*sont une solution efficace pour éviter l'avance de frais*". Une proportion presque aussi importante (70%) perçoivent que ceux-ci "*laissent aux adhérents la liberté de choix de leurs professionnels de santé*".

La synthèse de l'étude est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.mutweb.fr/fr/barometre-de-notoriete-et-dimage-de-la-mutualite-francaise-les-reseaux-de-soins-bien-percus>

INFOS PRATIQUES

Le site internet de l'UR de Guadeloupe

www.guadeloupe.mutualite.fr : Données chiffrées du mois de Mai 2013.



402 visiteurs en moyenne se sont connectés sur le site de l'Union Régionale de Guadeloupe entre les mois de mai et juillet 2013 selon les 3 derniers rapports d'audience transmis par la FNMf.

Ce chiffre reste dans la moyenne des connexions enregistrées depuis le début de l'année. Le mois de mai a néanmoins connu un pic d'activités avec 694 visiteurs.

L'effet Relais Interentreprises explique cette augmentation avec 200 personnes qui ont navigué sur les pages d'actualités consacrées à l'évènement.

La durée de consultation du site tourne toujours autour des 5 minutes.

Faites le savoir : www.guadeloupe.mutualite.fr.

BREVES... BREVES... BREVES...

Veille réglementaire et publications

La loi n°2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi est parue au JO du 16 juin. Les dispositions sur les clauses de désignation des assureurs pour l'accès à une complémentaire santé, censurées par le Conseil Constitutionnel, ne figurent pas dans la loi.

Le décret n°2013-405 du 16 mai 2013 relatif au contenu des contrats d'assurance maladie complémentaire bénéficiant d'aides fiscales et sociales est paru au JO du 18 mai. Ce texte abroge les dispositions issues du décret n°2012-386 du 21 mai 2012 relatif au contenu des contrats responsables.

Le rapport d'étape du Haut Conseil du financement de la protection sociale remis le 07 juin au Premier ministre est disponible sur www.gouvernement.fr/presse/

Ce rapport présente une analyse globale des logiques de financement de l'ensemble des régimes de protection sociale.

Le rapport d'activité 2012 de l'Union Nationale des Organismes d'Assurance Maladie Complémentaires (UNOCAM) est consultable sur www.unocam.fr

La Fédération Nationale de la Mutualité Française, la Fédération Française des Sociétés d'Assurance, le Centre Technique des Institutions de Prévoyance, le régime local d'Alsace-Moselle, le Groupement des Entreprises Mutuelles d'Assurance et la Fédération Nationale Indépendante des Mutuelles composent l'UNOCAM. Ce rapport retrace les premiers accords conventionnels signés par l'UNOCAM depuis sa création (avenant n°2 à la convention des chirurgiens dentistes, avenant n°8 à la convention des médecins libéraux, convention des pharmaciens).

La Lettre de la Mutualité de Guadeloupe

Imm.BDAF-N°39 - Bd Légitimus 97110 POINTE-A-PITRE - Tél : 0590.90.35.91- Fax : 0590.91.32.59 - Mail : mfm971@orange.fr

MUTUALITE FRANÇAISE DE GUADELOUPE – UNION REGIONALE, organisme régi par le Code de la Mutualité

Directeur de la publication : Nestor BAJOT - **Coordination générale** : Gérard PROTO - **Rédacteur en chef** : Antony JEAN

Rédacteur en chef adjoint : Gérard PROTO - **Rédacteurs** : Nestor BAJOT – Alex SOUBDHAN – Martine CESAIRE-GEDEON

Secrétaire de rédaction: Cindy JACQUET-CRETIDES

Réalisation: MUTUALITE FRANÇAISE DE GUADELOUPE - **Relations presse** : Géadesse GASPARD

Agenda

Jeudi 5 Septembre 2013 – 14h00
Atelier sur l'alimentation
Lycée de Versailles

Dimanche 21 Septembre 2013 – 15h00

Assemblée Générale de l'UR Gpe
Baie-Mahault

Jeudi 26 et Vendredi 27 Septembre 2013

Journées de rentrée de la FNMf
« Le Vinci » - Tours

Dimanche 29 Septembre 2013 – 9h00-17h00

Week-end santé vous sport en famille
CREPS Antilles-Guyane - Abymes

Jeudi 24 et Vendredi 25 Octobre 2013

Séminaire de formation réservé aux élus mutualiste

Prendre la parole en public
Pointe-à-Pitre

Du 21 au 27 octobre 2013

Semaine nationale des retraités et personnes âgées



Immeuble BDAF – N°39 – RDC - Boulevard Légitimus – 97110 POINTE-A-PITRE
Tél : 0590.90.35.91 – Fax : 0590.91.32.59 – e-mail : mfm971@orange.fr
www.guadeloupe.mutualite.fr
REGIE PAR LE CODE DE LA MUTUALITE - SIREN N° 507 928 927

Retrouvez l'ensemble des actions programmées sur le site
www.guadeloupe.mutualite.fr